

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 30 Janvier 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

MEPC. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal

Le secrétaire général du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération a présidé, ce jeudi 29 janvier 2026, à Dakar, en compagnie de Madame Caroline Muller, représentante résidente adjointe du Fonds des Nations Unies pour la population (UINFP), l'atelier de partage de la Déclaration de Politique nationale de population (DPNP) du Sénégal. Mouhamadou Bamba Diop a rappelé, à cette occasion, que «pour tirer davantage de la fenêtre d'opportunité démographique déjà ouverte depuis 1999 par la capture du dividende démographique», le Sénégal devra renforcer les investissements destinés à l'amélioration du capital humain. «Cette forte évolution de la population renseigne sur l'ampleur et la variété des défis démographiques auxquels le Sénégal doit faire face les années à venir. Ils portent essentiellement sur la forte croissance démographique, entraînant un taux de dépendance élevé, l'accès limité à l'éducation et aux services de santé, la pauvreté persistante et surtout rurale et les inégalités territoriales marquées par l'urbanisation rapide et les besoins d'infrastructures et d'emplois», a expliqué M. Diop.

https://web.facebook.com/story.php?story_fbid=1218007227120091&id=100067324742649&mibextid=wwXIfr&rdid=q1QLHwmNTUsigws0#

APS. Un officiel insiste sur les enjeux de l'investissement dans le capital humain

La Déclaration de la nouvelle politique nationale de la population, présentée jeudi, au cours d'un atelier de restitution et de partage, vise le renforcement de l'investissement dans le capital humain, érigé en priorité nationale dans la mise en œuvre des politiques de développement, a-t-on appris de ses concepteurs. «Pour relever ces défis et davantage tirer profit de la fenêtre d'opportunité démographique déjà ouverte depuis 1999 par la capture du 'dividende démographique', le Sénégal devra renforcer les investissements destinés à l'amélioration du capital humain», a déclaré Mouhamadou Bamba Diop, secrétaire général du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération. «Cette forte évolution de la population renseigne sur l'ampleur et la variété des défis démographiques auxquels le Sénégal doit faire face les années à venir. Ils portent essentiellement sur la forte croissance démographique, entraînant un taux de dépendance élevé, l'accès limité à l'éducation et aux services de santé, la pauvreté persistante et surtout rurale et les inégalités territoriales marquées par l'urbanisation rapide et les besoins d'infrastructures et d'emplois», a expliqué M. Diop.

<https://aps.sn/un-officiel-insiste-sur-les-enjeux-de-linvestissement-dans-le-capital-humain/>

SUD QUOTIDIEN. Douanes sénégalaises : hausse de 8,8% des recettes en 2025

À l'occasion de la Journée internationale des Douanes, célébrée le lundi 26 janvier 2026, l'administration douanière sénégalaise a rendu publics des résultats financiers particulièrement encourageants au titre de l'exercice 2025, caractérisés par une



progression notable des recouvrements. Mieux, les recettes douanières ont connues une hausse de 8,8% en 2025, comparativement à l'exercice 2024. Les performances enregistrées par la Direction générale des Douanes du Sénégal traduisent une dynamique résolument positive. Lors de la commémoration de la Journée internationale des Douanes, lundi 26 janvier 2026, placée sous le thème «Une Douane qui protège la société par sa vigilance et son engagement», le directeur général, Babacar Mbaye, a présenté un bilan globalement satisfaisant. Sur le plan budgétaire, les liquidations douanières se sont élevées à 1623,5 milliards de FCFA en 2025. Quant aux recettes effectivement recouvrées, elles ont atteint 1286,1 milliards de FCFA, enregistrant ainsi une hausse de 8,8% par rapport à l'exercice 2024.

<https://www.sudquotidien.sn/douanes-senegalaises-hausse-de-88-des-recettes-en-2025/>

LE SOLEIL. Plan stratégique 2026-2029: La Cour des comptes veut améliorer la qualité et la célérité du contrôle

La Cour des comptes a entamé, hier, jeudi 29 janvier 2026, un exercice décisif pour son avenir institutionnel. Elle a réuni l'ensemble de ses parties prenantes -magistrats, représentants de l'État, de la société civile et des partenaires techniques – autour de l'atelier de validation de son Plan stratégique de développement (Psdcc) pour la période 2026-2030. Cette feuille de route, élaborée après un diagnostic exigeant, vise à transformer l'institution en un pilier incontournable de la bonne gouvernance financière. Cette démarche s'inscrit dans un contexte où les attentes des citoyens et des partenaires internationaux en matière de redevabilité et d'efficacité de l'action publique n'ont jamais été aussi fortes. Ce plan s'articule autour de plusieurs axes prioritaires. Tout d'abord, il entend améliorer la qualité et la célérité des travaux de contrôle, qu'ils soient juridictionnels ou non. Ensuite, il prévoit de moderniser le cadre organisationnel, notamment par une transformation digitale des procédures, un impératif pour répondre à la complexité croissante de la gestion des fonds publics.

<https://lesoleil.sn/actualites/politique/plan-strategique-2026-2029-la-cour-des-comptes-veut-ameliorer-la-qualite-et-la-celerite-du-controle/>

APS. Le directeur général de l'ARCOP : "Il ne sera plus possible de faire de la surfacturation, dans les prochains mois"

Les entreprises nationales et les fournisseurs impliqués dans les marchés publics ne pourront plus faire de la surfacturation, "dans les prochains mois", grâce à des innovations que l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) est en train de mettre au point, a assuré son directeur général, Moustapha Djitté, jeudi, à Dakar. "Les opérateurs n'auront plus la possibilité de jouer avec les prix et de faire de la surfacturation", a soutenu M. Djitté lors d'un atelier de formation sur la commande publique. "C'est une question que nous prenons en charge. Nous sommes en train de la régler définitivement", a-t-il assuré en parlant de la surfacturation. L'ARCOP est en train de mettre au point des innovations grâce auxquelles il ne sera plus possible de recourir à cette pratique, a-t-il dit.

<https://aps.sn/le-directeur-general-de-larcop-il-ne-sera-plus-possible-de-faire-de-la-surfacturation-dans-les-prochains-mois/>

LEJECOS. Chiffre d'affaires : Les services en hausse, le commerce recule en septembre 2025



En septembre 2025, le Chiffre d'affaires (Ca) des services enregistre une progression de 7,2 % en variation mensuelle, traduisant une reprise de l'activité dans plusieurs branches clés du secteur tertiaire. À l'inverse, le secteur du commerce affiche un repli de 2,8 % sur la même période, reflétant une contraction de la demande dans certaines composantes du marché. La hausse du chiffre d'affaires des services est principalement portée par une forte augmentation des revenus dans le secteur de l'Enseignement (+131,9 %), suivie des Activités immobilières (+23,4 %), des Activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives (+20,6 %), des Activités financières et d'assurance (+19,7 %) ainsi que du Transport (+11,0 %). Ces performances témoignent d'un dynamisme hétérogène mais globalement favorable au sein du secteur des services. En revanche, la baisse du chiffre d'affaires du commerce s'explique essentiellement par la contraction observée dans le Commerce de détail (-4,9 %) et le Commerce de gros (-4,7 %), traduisant un ralentissement des échanges commerciaux sur le marché intérieur.

https://www.lejecos.com/Chiffre-d-affaires-Les-services-en-hausse-le-commerce-recule-en-septembre-2025_a30262.html

APS. Serigne Guèye Diop réaffirme le soutien de l'État aux filières locales de production

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Serigne Guèye Diop, a réaffirmé l'engagement de l'État du Sénégal à renforcer la protection de la production nationale à travers des mesures de régulation des importations sur certains produits de grande consommation, dans une perspective de consolider la souveraineté alimentaire et de soutenir les filières locales. S'exprimant lors d'une rencontre avec la presse, il a indiqué que les importateurs de riz étaient désormais tenus d'acheter en priorité la production locale avant toute autorisation d'importation de riz brisé. Cette mesure, selon lui, vise à "écouler les stocks nationaux tout en garantissant des débouchés stables aux producteurs sénégalais". Évoquant la filière horticole, Serigne Guèye Diop est revenu sur la campagne d'oignons de l'année dernière, rappelant que "le Sénégal avait pu rester neuf mois sans importer d'oignons grâce à la performance de la production locale".

<https://aps.sn/serigne-queye-diop-reaffirme-le-soutien-de-letat-aux-filieres-locales-de-production/>

AGENCE ECOFIN. Sénégal : une raffinerie d'huile végétale de 110 millions \$ entre en service à Sendou

Au Sénégal, les huiles comestibles constituent le deuxième poste de dépense en importations de produits alimentaires après les céréales. Le gouvernement qui souhaite réduire cette dépendance aux importations, encourage les investissements du secteur privé pour renforcer la production locale. Au Sénégal, le président Bassirou Diomaye Faye a inauguré le 27 janvier dernier une raffinerie d'huiles végétales alimentaires, implantée sur un site de 23 hectares dans la zone portuaire de Sendou, du district de Rufisque. D'un coût total de 60 milliards de francs CFA (109,5 millions \$), cette nouvelle huilerie est gérée par l'entreprise agroalimentaire Mavamar Industries SA. Elle est dotée d'une capacité de raffinage de 600 tonnes d'huile végétale par jour, soit une production annuelle projetée pouvant atteindre environ 180 000 tonnes en fonctionnement continu. Selon les autorités, cet investissement devrait contribuer à renforcer la sécurité alimentaire et à réduire la dépendance aux importations.



<https://www.agenceecofin.com/actualites-agro/3001-135332-senegal-une-raffinerie-d-huile-vegetale-de-110-millions-entre-en-service-a-sendou>

SUD QUOTIDIEN. Umoa-titres : le marché des titres publics en forte progression

Le marché des titres publics de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) a connu une croissance significative en 2025, avec une hausse de 45,9% des volumes mobilisés. Cette performance a été mise en lumière à l'occasion de la huitième édition des Rencontres sur le Marché des Titres publics, ouverte le 27 janvier 2026, à Lomé (Togo). Organisée par UMOA-Titres, cette rencontre de haut niveau, qui s'est tenue sur deux jours, les mardi 26 et mercredi 28 janvier 2026, a réuni les principaux acteurs du marché régional, notamment les Trésors nationaux, les investisseurs institutionnels et les experts du secteur financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Placée sous le thème «Marché des titres publics : consolidation des acquis et stratégies d'adaptation aux défis émergents», elle vise à consolider les avancées enregistrées et à définir des réponses adaptées aux nouveaux enjeux économiques et financiers. Les chiffres présentés lors de la cérémonie d'ouverture témoignent de la vitalité du marché. En 2025, les États membres ont mobilisé 11.858 milliards de FCFA à travers les émissions de titres publics, confirmant l'attractivité croissante de ce mode de financement et la confiance renforcée des investisseurs.

<https://www.sudquotidien.sn/umo-titres-le-marche-des-titres-publics-en-forte-progression/>

PRESS AFRIK. Marché de l'UMOA : La BCEAO injecte 7 800 milliards FCFA

C'est un rendez-vous hebdomadaire que le secteur financier guette avec attention. Le 2 février prochain, la BCEAO lancera sa cinquième opération d'injection de liquidités de l'année. Les banques de l'Union monétaire Ouest-Africaine (UMOA) devront déposer leurs demandes auprès de la Banque Centrale. L'enjeu ? Accéder à une part des 7 800 milliards de FCFA que l'institut d'émission s'apprête à injecter sur le marché. Le taux minimum pour postuler à cette manne financière est fixé à 3,2500 %, ce que les experts appellent le "principal taux directeur". Pour comprendre l'importance de cette annonce, il faut imaginer la BCEAO comme le "réservoir" du système financier. En injectant ces fonds pour une durée d'une semaine, elle permet aux banques locales (Sénégal, Côte d'Ivoire, Togo, etc.) de maintenir leurs coffres pleins.

https://www.pressafrik.com/Marche-de-l-UMOA-La-BCEAO-injecte-7-800-milliards-FCFA_a300574.html

LEJECOS. 8e EDITION DES REMPT : ELARGISSEMENT DE LA BASE DES INVESTISSEURS : Un enjeu structurel pour le marché

Un marché de titres publics est profond quand il y a suffisamment d'investisseurs, suffisamment différents, pour acheter, vendre et absorber les émissions sans tension. Or, le manque de profondeur est aujourd'hui le talon d'Achille du marché financier sous-régional. Dans un marché, où les émissions attirent plus de souscripteurs, la demande est mieux répartie, et les États peuvent lever des montants plus importants sans pression excessive sur les taux, lorsque la base des investisseurs est large ; c'est-à-dire diversifiée. À l'inverse, une base étroite (principalement bancaire) comme c'est le cas dans le marché sous-régional, crée une dépendance à quelques acteurs, limite les montants absorbables, et accroît la volatilité en cas de retrait ou de contraintes de



liquidité. La problématique débattue dans le cadre des 8èmes Rencontres du Marchés des titres publics qui se déroulent depuis ce 27 janvier 2026 à Lomé (Togo) sous l'égide de UMOA-Titres, a suscité la réflexion sur les voies et moyens de dynamiser l'investissement dans les titres publics.

https://www.lejecos.com/8e-EDITION-DES-REMPT-ELARGISSEMENT-DE-LA-BASE-DES-INVESTISSEURS-Un-enjeu-structurel-pour-le-marche_a30251.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

CAN 2025 : au Sénégal et au Maroc, la presse critique les sanctions de la CAF après la finale chaotique

Suite aux incidents qui ont émaillé le match du 18 janvier à Rabat, l'instance dirigeante du football africain a sanctionné les deux fédérations nationales, des joueurs et le sélectionneur sénégalais. La colère ne retombe pas. « Le verdict de la Confédération africaine de football [CAF] est en défaveur du Maroc, s'insurge le journal Le Matin, dans son édition du jeudi 29 janvier, suite aux sanctions qui ont frappé la Fédération royale marocaine de football (FRMF) après les incidents ayant émaillé la finale de la Coupe d'Afrique des nations, dimanche 18 janvier à Rabat. « La CAF a prononcé des sanctions pour le moins incompréhensibles », estime le quotidien marocain.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/01/29/can-2025-au-senegal-et-au-maroc-la-presse-critique-les-sanctions-de-la-caf-apres-la-finale-chaotique_6664629_3212.html

AA.COM. Mali : la Cour de justice de l'UEMOA annule les sanctions de 2022, une victoire juridique et politique pour Bamako

-En 2022, ces sanctions avaient durement affecté la population malienne, provoquant de vastes manifestations de protestation. La Cour de justice de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a reconnu l'illégalité des sanctions imposées au Mali en 2022, donnant raison aux autorités maliennes de transition qui avaient saisi la juridiction communautaire, selon une décision rendue mercredi 28 janvier et publiée jeudi. Dans son arrêt, la Cour a annulé les décisions adoptées le 9 janvier 2022 par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UEMOA, estimant qu'elles étaient « dépourvues de base légale ». Entre janvier et juillet 2022, l'UEMOA, en coordination avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), avait imposé de lourdes sanctions économiques et financières au Mali afin de contraindre les autorités issues du coup d'État à proposer un calendrier électoral jugé acceptable. Ces mesures comprenaient notamment la fermeture des frontières, le gel des avoirs de l'État malien et la suspension des échanges commerciaux et financiers.

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-la-cour-de-justice-de-l-uemoa-annule-les-sanctions-de-2022-une-victoire-juridique-et-politique-pour-bamako/3814830>



RFI. Un habitant sur quatre sera africain en 2050: le grand défi démographique

Comme chaque année, l'Agence française de développement publie son livre qui prend le pouls des grands indicateurs macroéconomiques du continent. Une croissance économique qui accélère depuis la pandémie de Covid et une croissance démographique qui reste la plus forte au monde. Des atouts pour l'Afrique qui sont autant de défis. Un habitant sur quatre sera africain en 2050. Cette croissance démographique fulgurante c'est une force de travail, une capacité d'innovation et de création immense. À l'opposé, l'Europe entre dans un hiver démographique, et pourrait perdre 20% de sa population active d'ici 25 ans. La Chine a enregistré son plus faible taux de naissance l'année dernière. La carte majeure du continent africain, c'est sa démographie, sa jeunesse à condition qu'elles soit accompagnées des investissements nécessaires.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-%C3%A9conomie/20260130-un-habitant-sur-quatre-sera-africain-en-2050-le-grand-d%C3%A9fi-d%C3%A9mographique>

RFI. En Éthiopie, la réforme fiscale fait grincer des dents les petits commerçants

En juillet 2025, le Parlement éthiopien a adopté une importante réforme fiscale. Objectif : moderniser son système de collecte de l'impôt pour augmenter les recettes de l'État. Six mois après son entrée en vigueur, les conséquences de cette révision se font sentir auprès des petits commerçants, auxquels les autorités demandent toujours plus de taxes. La file de clients ne désemplit pas devant l'épicerie d'Assefa. À l'angle d'un chemin escarpé du quartier de Kotebe, à Addis-Abeba, le commerçant vend depuis quatre ans des produits du quotidien comme l'huile, le sucre ou des légumes. Mais cette année, Assefa est amer : les taxes exigées par les autorités d'Éthiopie ont explosé. « Cette année, j'ai payé entre 25 000 et 30 000 birrs de taxes. L'année dernière, on m'a demandé entre 3 000 et 5 000 birrs. Quand j'ai vu ça, j'étais dévasté. Ça m'a beaucoup stressé. Le gouvernement ne nous aide vraiment pas avec cette politique, ça détruit les petits business. On ne peut pas payer ces sommes et en même temps bien gagner notre vie », confie-t-il.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20260129-en-ethiopie-la-r%C3%A9forme-fiscale-fait-grincer-des-dents-les-petits-commer%C3%A7ants>

COURRIER INTERNATIONAL. Venezuela. Washington assouplit ses sanctions contre Caracas après l'adoption d'une loi pétrolière favorable au privé

Sous la pression des États-Unis, l'Assemblée nationale du Venezuela a approuvé jeudi une réforme de la loi sur les hydrocarbures qui doit ouvrir le secteur au privé et réduire les impôts. Ces changements sont toutefois insuffisants pour attirer des investissements étrangers, nécessaires à la relance d'une industrie délabrée, soulignent des médias américains et vénézuéliens. C'est "une nouvelle étape" dans "les efforts menés par Washington pour normaliser ses relations avec Caracas après l'éviction de l'autocrate vénézuélien Nicolás Maduro", observe le quotidien conservateur américain The Wall Street Journal. L'administration Trump a annoncé jeudi 29 janvier qu'elle allait assouplir certaines sanctions visant l'industrie pétrolière du pays et rouvrir l'espace aérien commercial au-dessus du Venezuela. Ces décisions



sont intervenues juste après que l'Assemblée nationale vénézuélienne a "donné son feu vert aux capitaux étrangers pour exploiter son pétrole", rapporte El País.
https://www.courrierinternational.com/article/venezuela-washington-assouplit-ses-sanctions-contre-caracas-apres-l-adoption-d-une-loi-petroliere-favorable-au-prive_240003

LE MONDE. Donald Trump propose Kevin Warsh au poste de président de la Fed

S'il venait à être confirmé par le Sénat américain, Kevin Warsh accéderait, à 55 ans, à l'un des postes les plus prestigieux de la finance mondiale. BFMTV. Jusqu'à 24% de visiteurs en moins et 15,7 milliards de dollars perdus: l'avenir très sombre du tourisme aux Etats-Unis. Pour Kevin Warsh, l'annonce a un goût de revanche. L'économiste a été choisi, vendredi 30 janvier au matin, par le président des Etats-Unis, Donald Trump, comme candidat pour être le prochain président de la Réserve fédérale américaine (Fed), à partir du 15 mai. En 2018, Kevin Warsh avait été écarté par Donald Trump dans la dernière ligne droite, au profit de Jerome Powell, l'actuel patron de l'institution.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/30/donald-trump-propose-kevin-warsh-au-poste-de-president-de-la-fed_6664757_3234.html

LA TRIBUNE. La croissance européenne a rebondi plus que prévu l'année dernière

Malgré les tensions commerciales avec Donald Trump, la zone euro a enregistré une croissance de 1,5 % en 2025. Elle poursuit ainsi son redressement après 0,4 % en 2023 et 0,9 % en 2024. Le produit intérieur brut (PIB) des pays de la monnaie unique a progressé de 0,3 % au quatrième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent (+1,3 % sur un an), selon Eurostat. Une bonne surprise pour l'Europe. Dans l'ensemble de l'Union européenne, la croissance s'est élevée à 1,6 % en 2025. L'activité a été solide au quatrième trimestre : +0,4 % par rapport au trimestre précédent et +1,4 % sur un an. Cette première estimation, publiée vendredi, reflète une dynamique plus forte qu'attendu. Elle dépasse les prévisions des économistes interrogés par Bloomberg (1,4 %) ainsi que les projections de la Commission européenne (1,3 %).

<https://www.latribune.fr/article/economie/2273552132102714/la-croissance-europeenne-a-rebondi-plus-que-prevu-l-annee-derniere>

COURRIER INTERNATIONAL. Régularisation de sans-papiers : "quel soulagement" de voir l'Espagne à contre-courant !

Alors que la plupart des pays européens droitisent leur politique migratoire et que les États-Unis mènent une "sanglante chasse" aux clandestins, plusieurs journaux européens accueillent avec soulagement l'annonce récente du gouvernement espagnol. En permettant la régularisation de quelque 500 000 personnes, Madrid agit à la fois en faveur de la dignité des travailleurs sans papiers et pour le bien de son économie, estiment-ils. "Une fois de plus, l'Espagne fait exception en Europe, observe L'Espresso. Alors que tant de gouvernements durcissent leur discours et leur arsenal juridique contre l'immigration, Madrid choisit la direction opposée en annonçant une mesure de régularisation extraordinaire", rapporte l'hebdomadaire progressiste italien. Le gouvernement du Premier ministre, Pedro Sánchez (socialiste), a donné le coup d'envoi mardi 27 janvier. Sa mesure s'adresse à des personnes arrivées en Espagne avant le 31 décembre 2025 et qui auront une "fenêtre de tir d'avril à juin pour



effectuer les démarches”, précise le Corriere della Sera. Une fois leur situation régularisée, ils “pourront travailler dans n’importe quel secteur”.

https://www.courrierinternational.com/article/vu-d-europe-regularisation-de-sans-papiers-quel-soulagement-de-voir-l-espagne-a-contre-courant_239975

BFMTV. Pas de bonne surprise pour l'économie française: la croissance du PIB a sérieusement ralenti au 4e trimestre 2025 à 0,2% (contre 0,5% sur le précédent)

L'économie française a affiché une croissance de 0,9% sur l'ensemble de 2025, portée par les performances du début d'année. Le produit intérieur brut (PIB) français a augmenté de 0,9% sur l'année 2025, après une croissance de 0,2% au quatrième trimestre, a annoncé vendredi 30 janvier l'Insee dans une première estimation. La croissance a ainsi ralenti au quatrième trimestre, après un troisième trimestre plus vigoureux à 0,5%. Ce 0,9% était un chiffre attendu par la plupart des économistes récemment, meilleur que la prévision initiale du gouvernement (0,7%). Au dernier trimestre, la demande intérieure (hors effet des stocks) a légèrement ralenti, explique l'Insee: l'investissement freine (+0,2% après +0,7% au troisième trimestre), mais la consommation des ménages "accélère modérément" (+0,3% après +0,1%). Au total, ce secteur contribue positivement à la croissance du PIB ce trimestre: +0,3 point après +0,4 point au troisième trimestre 2025.

https://www.bfmtv.com/economie/pas-de-bonne-surprise-pour-l-economie-francaise-la-croissance-du-pib-a-serieusement-ralenti-au-4e-trimestre-2025-a-0-2_AD-202601300224.html

FRENCH.CHINA.ORG. La Chine et le Royaume-Uni s'accordent pour développer un partenariat stratégique global, stable et de long terme lors de la rencontre entre Xi Jinping et Keir Starmer

Le président chinois Xi Jinping et le Premier ministre britannique Keir Starmer, en visite en Chine, ont convenu jeudi à Beijing que les deux pays devaient développer un partenariat stratégique global, stable et de long terme. Lors de leur rencontre, M. Xi a noté qu'alors que le monde d'aujourd'hui connaissait à la fois des changements et des turbulences, la Chine et le Royaume-Uni, en tant que membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et grandes puissances économiques, devaient renforcer le dialogue et la coopération afin de maintenir la paix et la stabilité du monde, tout en favorisant le développement économique et l'amélioration des conditions de vie des populations des deux pays. Insistant sur la nécessité d'envisager l'histoire dans une perspective plus large, M. Xi a appelé les deux pays à surmonter leurs divergences et à maintenir le respect mutuel, afin que ces derniers puissent traduire le potentiel prometteur de la coopération en réalisations remarquables, et ouvrir de nouvelles perspectives pour les relations et la coopération entre la Chine et le Royaume-Uni, au bénéfice des deux peuples et du monde entier.

http://french.china.org.cn/china/txt/2026-01/29/content_118307329.htm

